

De l'exclusion à l'innovation.

L'authentique démocratie suppose l'organisation de la confrontation de différents points de vue. Une société de liberté devrait encourager les différentes manières d'être et de participer à la vie sociale, politique. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, nous subissons la dictature de l'Economie qui s'arroge le droit de normer l'insertion unidimensionnelle par le travail-emploi-salariat. Les "anormaux" qui ne travaillent pas sont des "exclus". En refusant d'augmenter les minima sociaux, le premier ministre entendait faire valoir qu'il voulait "une société de travail, et non d'assistance".

Nonobstant le parfum néo-calviniste de tels propos, de quoi parlons-nous ? Qu'est-ce donc ce travail érigé en valeur suprême ? Distinguons (ici trop rapidement), le travail comme *nécessité* anthropologique, de la *contrainte* à l'emploi, i.e., la forme historique salariale. L'esclavage et le servage étant d'autres formes d'organisation de la contrainte au travail, les citoyens antiques, puis les aristocrates ne travaillaient pas. Le travail ce fut longtemps, la peine (le *ponos*), le labeur, ... on comprend que les privilégiés aient choisi de justifier leur exemption de production, matérielle notamment. En mode de production cybernétique, le travail change radicalement, tant dans ses aspects qualitatifs que quantitatifs. Et, **la question de savoir ce qu'est le travail** (travail utile à quoi ? à qui ?), **n'est pas seulement un problème de sémantique, mais, réellement un problème politique.**

Représentations et réalité.

Il existe sûrement un lien entre les affrontements verbaux et les affrontements sociaux. Des concepts, tels *liberté* (souvenons-nous des Jésuites discutants de savoir si les esclaves noirs avaient une âme), *égalité* (l'égalité juridique, politique, fut tardivement conquise par les femmes, selon E. Kant, étaient mentalement mineurs : les domestiques, les femmes et les noirs...), même le mot *justice* prête à différentes interprétations. Cette représentation des concepts à de concrètes influences sur les aspects sociaux, politiques des sociétés qui n'évoluent que dans et par le conflit des actions guidées par des représentations.

Ainsi aujourd'hui, le mot *travail* donne lieu (y compris parmi nous) à des interprétations/valorisations parfois divergentes, opposées. Le *plein emploi du travail* sous modalités salariales ne reviendra pas. La Rtt est tout aussi nécessaire, qu'absolument insuffisante. Une importante minorité est devenue définitivement inutile pour le "néo-capitalisme" cybernético-fluide". Les "inutiles au monde" sont condamnés à innover où à périr (et/ou à survivre biologiquement faiblement sustentés par les minima sociaux). Or, les innovateurs, brisant le monopole de la représentation misérabiliste des "exclus"

quémandeurs d'emplois dévalués, existent et s'activent en des subversions partielles. Qu'ils soient minoritaires, atypiques, ne dit à priori rien sur la validité, les potentialités de leurs initiatives - quantité ne fait pas vérité... Certains fort actifs et entreprenants (militants, artistes, bénévoles de proximité...), en s'activant **font bouger la représentation du travail et fragilise le monopole mental suivant lequel il n'y aurait de véritable insertion que par le travail-salariat.**

Des passions tristes aux innovations joyeuses.

Les mouvements, occupations de décembre et janvier derniers ont eu pour principal bénéfice de faire sortir les chômeurs de la quasi clandestinité honteuse. C'est positif, mais ne pouvons nous faire mieux et plus joyeux ?

Nous faut-il attendre la prochaine période de charité chrétienne pour nous manifester (et toucher 1500 f de prime d'assagissement ?) La limite des actions d'urgence, c'est qu'elle ne désignent rien au delà de la reproduction du même, les secours (souvent bienvenus) ne résolvent rien. A moyen terme, ce genre d'actions est peut-être contre productif, elles renforcent l'image reflet négative des salariés encore en entreprises : le spectre de la misère et de la déchéance sociale est largement utilisé pour discipliner la main d'oeuvre occupée. Surtout, ces agitations ne désignent aucun horizon, ne peuvent susciter aucun enthousiasme, aucune esquisse d'utopie n'est rendue sensible...

La révolte des perdants peut-être perçue comme *la conspiration des faibles* cherchant à entraver les initiatives payantes des gagnants de la "jet society", ("on en construit pas l'avenir en passant par l'hôpital", déclarait un politique de la droite libérale"). Les revendications minimalistes (d'ailleurs sous le minimum AC !), bien que justifiables et nécessaires procèdent *des passions tristes*, celles des paumés réclamant le droit de se mettre en conformité.

Pour sortir de cette ornière, essayons de tracer de nouvelles voies. Faire valoir de nouveaux points de vue, mettre en visibilité, en potentialité de valorisation - tant sociale que monétaire - les initiatives existantes, celles qui n'attendent qu'une impulsion économique pour se déployer, ce ne serait plus quémander pour survivre, en attendant une fort problématique réinsertion dans la normalité d'un plein emploi auquel plus personne ne croît réellement. Dire qu'il existe une vie après le travail (salariat), montrer et manifester les innovations positives et joyeuses, c'est *changer la tonalité de la donne, le principe de la demande de revenu*. C'est aussi une incitation au partage du travail - et à une redéfinition de la richesse sociale. Innover dans une socialisation-insertion, échappant au moins partiellement à l'Economique, a l'avantage de dessiner quelques perspectives. A partir de l'urgence des revendications partielles, économiques; compte-tenu des mutations en cours il s'agit de contribuer à la définition d'un nouvel universel pouvant séduire nombre de salariés inquiets. Cet universel fut celui du mouvement ouvrier, aujourd'hui fort menacé, tant dans ses acquis, que dans ses représentations du monde.

L'imagination au pouvoir...

Alain Veronese